

# Journées mondiales de l'eau et de la Méditerranée

Dossier de la rédaction de H2o  
March 2025

Les pays de la région de l'Afrique du Nord et du Moyen-Orient (MENA), qui représentent 6 % de la population mondiale totale, disposent de moins de 2 % des ressources en eau renouvelables. Dans cette région, la disponibilité moyenne de l'eau atteint à peine 1 200 mètres cubes par an, et selon les prévisions, elle tombera à un niveau inférieur à 500 mètres cubes par personne et par an d'ici 2030. 60 % de sa population vit déjà dans des zones soumises à un stress hydrique extrême. 82 % de ses eaux usées ne sont pas assainies. Ces problèmes sont exacerbés par le changement climatique. La Méditerranée est la région qui se réchauffe le plus rapidement au monde, après l'Antarctique. En effet, l'année 2023 a été la plus chaude jamais enregistrée, avec une moyenne de température dépassant de près de 1,5 °C celle de l'ère préindustrielle. Ce réchauffement s'est poursuivi en 2024, avec des mois de janvier et de février ayant été les plus chauds jamais relevés. Le changement climatique entraîne également la multiplication des événements météorologiques extrêmes, et a, de toute évidence contribué à accentuer la période de sécheresse actuelle et prolongée qui touche les pays du sud de l'Europe (Italie, France, Espagne), ainsi que la région MENA. Les tensions seront encore accentuées par la pression démographique : on estime qu'en 2050, 535 millions de personnes vivront dans les villes méditerranéennes, soit une augmentation de 51 % par rapport à 2015.

L'Assemblée parlementaire de la Méditerranée (APM) a toujours considéré l'eau comme une ressource importante et stratégique pour la région. Elle présente aujourd'hui un rapport : "Le droit à l'eau potable et à l'assainissement comme un droit de l'homme essentiel à la pleine jouissance de la vie et à l'exercice de tous les droits de l'homme dans les régions euro-méditerranéennes et du Golfe", réalisée sous la conduite de Gabriel Amard, parlementaire français. Si le rapport recense toutes les difficultés rencontrées localement, il cite aussi des exemples très prometteurs. D'abord celui de la Slovénie qui a modifié sa Constitution en 2016 pour reconnaître l'eau potable comme un droit fondamental pour tous les citoyens à l'issue d'une campagne politique conduite sous le slogan "Sans goût, sans couleur et sans propriétaire, l'eau est une liberté". Dans le cadre de sa stratégie de conservation de l'eau, le pays a établi des zones tampons et des réglementations agricoles visant à la préservation de la ressource. Soutenu par une vingtaine d'ONG, un référendum d'initiative populaire est venu renforcer la politique en juillet 2021.

Le rapport salue également l'Acquedotto Pugliese en Italie : financé sur fonds publics, l'infrastructure approvisionne en eau potable la région des Pouilles confrontée à une pénurie chronique depuis les régions de Campanie et de Basilicate, plus gâtées en eau. Construit il y a plus d'un siècle et continuellement modernisé, l'Acquedotto Pugliese est l'un des plus grands systèmes de distribution d'eau d'Europe.

Rapport